



Ce projet est cofinancé par l'Union européenne



La voix des jeunes du Sahel

Dialogue entre jeunes et institutions

Orienter, prévenir et administrer les migrations : quelles perspectives au Sahel ?

L'insécurité, la poursuite d'études secondaires, la hantise du mariage forcé, la quête d'un emploi ou tout simplement l'appel du large illustrent la diversité des motifs de migration des jeunes sahéliens. Cela n'a par ailleurs rien de nouveau dans une culture où migrer est une pratique ancestrale qui relève du rite d'initiation. Contrairement au narratif occidental dominant, les destinations privilégiées sont les villes et les pays voisins, puis les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest et en bas de liste l'Europe. Dangereux et incertain, le voyage vers l'Europe demeure toutefois le fantasme des communautés qui encouragent les jeunes à tenter la traversée de la méditerranée dans l'espoir d'un retour sur investissement. Aussi malgré les désillusions, les jeunes migrants se refusent à rentrer bredouille. A cela s'ajoute l'exode rural des jeunes sahéliens. Définitif ou saisonnier, l'exode rural handicape le développement de l'agriculture et alimente le chômage des jeunes des villes.

En 2017, à travers les 25 cadres locaux et les cadres nationaux de dialogue mis en place dans les cinq pays du G5 Sahel, 1'250 représentants d'organisations de jeunesse ont esquissé avec les représentants de leur gouvernement respectif une lecture croisée des défis et des pistes de solutions en matière de prévention et de gestion des migrations. En 2018, les participants au dialogue ont décidé des chantiers à ouvrir dans chacun des pays du G5 Sahel pour répondre aux trois enjeux perçus comme prioritaires. Les organisations de jeunesse ont souligné l'importance de mettre avant tout l'accent sur l'éducation primaire gratuite et universelle, la formation professionnelle et le marché du travail.



Faciliter les migrations légales : libre circulation au Sahel et migration temporaire vers l'Europe

« Je me déplace souvent de l'autre côté de la frontière pour commercer. Et c'est toujours la même chose aux postes frontalières, on doit faire face aux tracasseries. Il y a trop d'obstacles. »

Parce que les migrations sont avant tout sud-sud, les organisations de jeunesse appellent leurs gouvernements à entamer une négociation sans délai afin de conclure un accord de libre circulation des biens et des personnes dans l'espace sahélien. Une telle démarche doit selon eux inciter la CEDEAO à opérationnaliser sans délais son traité de libre circulation. De tels chantiers permettront également de libérer les potentiels économiques sous-régionaux. Vis-à-vis de l'Europe, la jeunesse sahélienne plaide pour un desserrement de l'octroi de visas Schengen temporaires et conditionnés à un engagement de retour au pays. Un tel contrat migratoire devrait définir l'objectif du séjour en Europe et présenterait le triple avantage de réduire l'attractivité de la l'immigration illégale, de prévenir la fuite des cerveaux et de favoriser le transfert de compétences acquises en Europe.

Prévenir l'exode rural : repenser le développement local

« J'habite dans une région désertique délaissée par l'Etat. Les seules opportunités qui s'offrent aux jeunes d'ici sont la migration ou la participation aux trafics des migrants. Je ne leur jette pas la pierre. Que pourraient-ils faire d'autre ? »

Les organisations de jeunesse insistent sur l'urgence de repenser et de moderniser l'exploitation, la transformation et la distribution des ressources naturelles pour attirer les jeunes vers l'agriculture, la pêche et l'élevage, trois secteurs économiques à fort potentiel d'emplois et sources d'autosubsistance en milieu rural. Cette révolution verte doit s'accompagner de la construction d'infrastructures routières afin de désenclaver les zones rurales et de faciliter la valorisation de potentiels économiques locaux.

Pour mener à bien ces chantiers, il a été souligné que l'aide internationale devait soutenir encore davantage les besoins exprimés par les communautés locales. Et l'inclusion des hommes comme des femmes ainsi que la mise en place de mécanismes de médiation intercommunautaire sont jugés indispensables au succès des programmes de développement.

Prévenir les migrations clandestines vers l'Europe : vers une levée définitive des tabous

« Plusieurs personnes de ma famille s'étaient cotisées pour que je puisse partir en Europe. J'ai perdu la face en revenant et ai dû trouver un moyen de rembourser. »

Rater sa migration est une honte. Les organisations de jeunesse attendent de leurs diasporas qu'elles parlent du risque du voyage et des vicissitudes de la vie en Europe afin de contrer le narratif de l'Eldorado. Stigmatisés, les migrants rentrés bredouille au pays sont également encouragés à témoigner de leur calvaire pour favoriser leur réintégration et décourager les candidats au départ. Inciter les communautés à investir dans des projets d'entreprise portés par les jeunes plutôt que de financer les passeurs est défini par les associations de jeunesse comme l'objectif ultime de leur démarche.

Ce projet mis en oeuvre par le Centre pour le dialogue humanitaire (HD) est cofinancé par l'Union européenne et le Royaume du Danemark, et mené en coordination étroite avec les autorités nationales et le G5 Sahel.

